

et défendre patiemment leurs vieilles persnasions; les fourberies des grands les étonnent; mais ne les éblouissent point; la corruption parmi eux trouve peu d'apolytes. Ils ne désespèrent point; car ils ont foi en une bonne cause.

Voyons maintenant si nous avons à perdre au changement maintenant certain du ministère britannique. Quant à nous, nous croyons que la cause du pays ne pourra qu'y gagner parcequ'elle ne peut y perdre. Qu'ont été pour nous ces whigs dont on attendait tant. Lord Gosford avec une grande bonté d'âme, forcé d'obéir à un gouvernement whig mal affermi, n'a joué que le rôle d'un fourbe. Lord Durham qu'on appelait en Angleterre un whig, un radical même, a renversé les loix, condamné des gens sans procès, exilé des patriotes sans les entendre; il conseilla l'abolition des presses qu'il n'avait pu corrompre et abandonna le pays au moment de la révolte.

Lord Sydenham?..... On nous a dit que c'est un whig, un homme aux vues libérales et justes, au sens droit. Si c'est là, bon Dieu, ce qu'on appelle en Angleterre un défenseur des libertés publiques, préservez nous en pour toujours: nous sommes à jamais dégoutés de l'espèce.

De tout ce que nous avons vu dans les derniers journaux, il résulte que si le ministère anglais est renversé, l'homme qui gouverne le Canada sera probablement retiré. A moins d'un miracle; à moins que la nature se soit plu à peupler notre mégère-patrie de phénomènes de duplicité, nous ne pouvons que gagner au change. Attendons; reposons-nous; encourageons-nous mutuellement; les loup finiront bientôt par se dévorer entr'eux: alors seulement nous, qui sommes depuis si long-tems condamnés au rôle de moutons, pourrons paître en paix. Aux bons entendeurs qui diront *Amen*, salut!

Malgré tout ce que l'on avait espéré des menaces et des bravades, Mr. MacLeod est retenu en prison et le sera encore jusqu'à ce qu'il plaise à Dieu et aux américains d'en ordonner autrement. Quant à nous, nous pensions que tout s'arrangerait à l'amiable malgré les lugubres prophéties des alarmistes, mais à la fin nous désespérons de la paix, car à l'heure qu'il est la guerre est déjà déclarée par le *Transcript*, journal d'une très-grande importance si on l'en croit et d'un pied et demi carré. On n'attend plus que le concours de la Grande Bretagne pour commencer les hostilités.

Il est aujourd'hui bien clair à tous les yeux que le siège du gouvernement, sur lequel on a basé déjà tant de *scapinades*, ne peut demeurer à Kingston. L'expérience a suffisamment prouvé que cette ville est tout au plus bonne à faire un immense hôpital; mais non point une capitale: le voisinage du corps administratifs est déjà assez mal sain par lui-même, entouré qu'il est de corruption, sans qu'on abrège encore les jours de nos députés par un séjour dans un lieu infecté. Bref, il est bien reconnu que Kingston ne sera point la capitale permanente, surtout si, comme on a lieu de le croire, les toires reviennent au pouvoir. Reste à décider entre Québec, Montréal et Toronto. En attendant que ce point soit fixé, monsieur Thomson veut aider ses bons amis et favoriser ceux qui désireraient acquérir à bon marché des propriétés auprès des villes susdites. Pour y parvenir il fait ou laisse courir le bruit que le commissariat a reçu l'ordre de construire à Kingston un édifice destiné à recevoir les bureaux publics. Je vous le dis, lord Sydenham après avoir épuisé toutes les ruses connues, en invente de nouvelles auxquelles personne n'eût osé songer. Un homme qu'on paierait pour